

Analyse de l'investissement

Investissement

en millions d'euros

	2003**	2004**	04/03 en %	2005	05/04 en %
Emplois d'investissement (hors dette)	6 947	7 465	+7,5	7 704	+3,2
Dépenses d'équipement	2 437	2 683	10,1	2 582	-3,8
Subventions d'équipement versées	4 137	4 338	4,9	4 591	5,8
Autres dépenses	373	444	19,0	531	19,6
Ressources d'investissement (hors emprunts)	1 501	1 634	+8,9	1 675	+2,5
FCTVA	314	326	3,8	379	16,2
Autres dotations et subventions	837	798	-4,7	1 047	31,2
Autres recettes (a)	350	510	45,7	249	-51,2
Remboursements d'emprunts*	908	937	3,2	1 373	46,5
Emprunts*	1 442	2 155	49,4	2 106	-2,3

(a) Produits de cessions, recettes sur travaux pour tiers...

* hors refinancements et opérations de gestion de la dette

** Pour assurer la continuité des séries 2003-2005, les données comptables ont été converties selon une optique qui soit le plus proche possible de la nomenclature M71.

En 2005, les emplois d'investissement (+3,2%) comme les ressources (+2,5%) connaissent une hausse modérée par rapport à 2004.

Les dépenses d'investissement totales hors dette s'accroissent de 3,2 % pour atteindre 7,7 milliards d'euros en 2005. Cette augmentation est surtout due à la hausse des subventions d'équipement versées (+5,8 %), lesquelles représentent presque 60% du total des emplois d'investissement hors dette. Ces subventions sont notamment versées dans le cadre des contrats de plan Etat-Régions.

Pour autant, la part de l'investissement dans les dépenses réelles hors dette diminue de 45,3 % à 42,4% entre 2004 et 2005, les emplois d'investissement augmentant dans des proportions moindres (+3,2%) que les dépenses réelles hors dette (+12,1%).

Les dépenses d'équipement directes s'élèvent à 2582 millions d'euros. Elles sont en recul de 3,8 % par rapport à 2004. Ces dépenses regroupent les travaux ou achats d'immobilisations entrant dans le patrimoine des régions. Près de 70% des dépenses d'équipement directes concernent l'enseignement du second degré (construction, rénovation des lycées).

Les subventions d'équipement versées progressent de 5,8% en 2005 (contre 4,9% en 2004).

Elles atteignent un montant de 4,6 milliards d'euros en 2005. Ce poste, avec les subventions et contingents versées en fonctionnement, rend compte du rôle d'intervention et de soutien des régions.

Ces subventions concernent deux catégories de bénéficiaires : les organismes publics et les organismes privés dans le cadre des aides économiques. Les principaux domaines d'intervention sont relatifs aux transports (1 679 millions d'euros de subventions d'équipement versées), à l'action économique (1 026 millions), à l'aménagement des territoires (624 millions).

Les remboursements d'emprunts augmentent de manière significative entre 2004 et 2005 (+46,5%) pour un volume financier global de 1,37 milliard d'euros. Ils comprennent cependant les opérations de réaménagement de dette et les opérations de refinancement ; mouvements qui rendent moins lisible l'évolution réelle de l'amortissement de la dette. Les régions mettent en place, en effet, une gestion active de leur dette en recourant de manière croissante aux opérations de réaménagement et aux produits financiers du type OCLT (ouverture de crédit à long terme) ou CLTR (crédit à long terme renouvelable).

Les remboursements d'emprunts augmentent en 2005 en raison de la hausse de l'encours de la dette depuis 2002. L'autofinancement dégagé en 2005 couvre en priorité ces remboursements.

Le **recours à l'emprunt**, variable d'ajustement des dépenses aux recettes, diminue de 2,3% par rapport à 2004. Toutefois, le volume des souscriptions d'emprunts nouveaux reste toujours supérieur aux remboursements d'emprunts.

L'évolution des **ressources d'investissement** hors emprunt s'élève en 2005 à 2,5 %. Ces ressources se composent pour deux tiers environ de subventions et autres dotations –lesquelles augmentent de 31,1 %- et pour 23 % du Fonds de Compensation pour la TVA (FCTVA).

Le **FCTVA** progresse de 16,2 % en 2005, s'élevant ainsi à 379 millions d'euros. Cette évolution résulte de la forte hausse des dépenses d'équipement directes des régions en 2003, le FCTVA étant versé deux ans après la réalisation de l'investissement.

Les **autres dotations et subventions** progressent de manière très soutenue (+31,2%), passant globalement de 798 millions en 2004 à 1 047 millions en 2005. Cette évolution résulte cependant en partie de l'identification des dotations d'investissement dans des comptes dédiés en M71.

Après quatre années consécutives de baisse, **l'autofinancement** a progressé de 16,6% en 2005, permettant ainsi une marge de manœuvre financière accrue. Il s'élève à 5 330 millions d'euros (contre 4 571 en 2004). Cette évolution traduit une progression plus rapide des recettes réelles de fonctionnement par rapport aux dépenses et résulte donc pour partie de la hausse de la fiscalité.

Le taux de couverture des dépenses d'investissement par la CAF nette s'améliore en passant de 48,7% en 2004 à 51,4% en 2005.

Équilibre financier global

(En millions d'euros)

	Produits	15 777	Charges	10 447	
Section de fonctionnement	Impôts directs	4 004	Achats, charges externes	1 183	
	Impôts indirects	2 925	Personnel	619	
	Concours de l'Etat	8 022	Subventions et contingents	8 099	
	Subventions et participations	629	Charges financières	390	
	Autres produits	197	Autres charges	156	
				Autofinancement	5 330
		Autofinancement	5 330	Emplois hors dettes	7 704
Section d'investissement	Ressources hors emprunts	1 675			
	Endettement	733	Augmentation du FDR	34	